

[Text]

Mr. Dmetriuc: I recognize what you are saying. If you are dealing with a national issue, it should be done on a national basis, and I agree with that. Our concern is that no consideration was given to wheat by class. All wheats, notwithstanding their end use or their value, were packaged into those calculations.

We drew the attention of the authorities at that particular time to the fact that consideration should be given to the issue that we in Ontario are not the major ones to trigger the open border; yet we are the major recipient of the impact of U.S. farm policy, and whether you consider that in the light of other programs, you have to recognize the fact that we are looking at, as we predicted, a \$70-a-tonne initial payment. Secondly, you have to acknowledge to the producer that something is going to be done about it. We are putting those figures before the committee to see where we stand in the province of Ontario with regard to the calculations and to try to explain to you what the impact has been and what the potential might be in terms of hurt.

Mr. Porter: In your statistics on GRIP you mention sign-up on 95% of the acreage. Your acreage is down somewhat—335,000 acres. Has GRIP had any influence on seeding intentions, in your opinion, in Ontario, and has it shifted away from some of the crops that might have been seeded?

• 1120

Mr. Dmetriuc: No. Seeding is done in the fall. The GRIP program was being discussed. Through various committees and discussions at both the federal and provincial levels, we felt very confident that there would or should be no distortion or should be no mechanism in place whereby farmers would farm the system or farm the program, and that is where the IMAP calculations came in, the 15-year adjusted average. Then we in the province of Ontario settled with a support level. That support level is consistent for all commodities. The 80% applies just to corn, soybeans and wheat. We are going to ensure that GRIP is not a distorting program in terms of what producers grow.

Mr. McGuire (Egmont): I was just wondering, Mr. Chairman, if the suspension of the At and East grain subsidy had any effect on grain sales from Ontario to the Maritimes.

Mr. Dmetriuc: Sure, it did. It was a transportation subsidy that we fought to try to keep in place. We as a board were not the major users of it. Our value-added products were also the users of the At and East, as well as the feed grains. So it had an impact.

Mr. McGuire: How much impact? Was there a measurable amount of impact?

[Translation]

M. Dmetriuc: Je vois ce que vous voulez dire. Si nous avons affaire à une question d'ordre national, alors la comparaison doit être nationale et je suis d'accord là-dessus. Ce qui nous préoccupe, c'est que l'on n'a pas tenu compte des catégories de blé. Tous les blés, peu importe leur utilisation ou leur valeur, ont fait l'objet d'une seule et même série de calculs.

À ce moment-là, nous avons attiré l'attention des autorités sur la nécessité qu'il y avait de tenir compte du fait que même si nous n'avons pas joué le rôle principal en matière de libéralisation des échanges, c'est nous qui subissons le plus fort contrecoup de la politique agricole américaine... D'ailleurs, si vous envisagez la chose en regard des autres programmes, vous devez reconnaître que nous avons affaire, comme nous l'avions prévu, à un paiement initial de 70\$ la tonne. Par ailleurs, vous devez assurer aux producteurs que quelque chose sera fait à ce sujet. Nous soumettons ces chiffres au comité pour savoir où nous en sommes en Ontario à propos de ces calculs et pour essayer de vous expliquer quels peuvent être les retombées et les dommages éventuels auxquels nous faisons face.

M. Porter: Dans votre statistique sur le RARB, vous parlez d'un dégagement de 95 p. 100 des superficies. Votre superficie cultivée n'est plus que de 335,000 acres environ. Selon vous, est-ce que, en Ontario, le RARB a eu une influence sur les décisions des agriculteurs en matière d'ensemencement et est-ce à cause de ce programme qu'ils se sont détournés d'une partie des cultures qu'ils auraient autrement plantées?

M. Dmetriuc: Non. L'ensemencement se fait à l'automne or, à cette époque, on discutait encore du programme RARB. Grâce aux différents comités et aux entretiens que nous avons eus, tant au palier fédéral que provincial, nous avons acquis la certitude qu'il n'y aurait aucune distorsion et qu'aucun mécanisme ne serait mis en plan pour que les agriculteurs travaillent en fonction du système ou du programme... C'est alors que sont intervenus les calculs de la MMPD, la moyenne ajustée sur 15 ans. Par la suite, en Ontario, nous nous sommes entendus sur un niveau de soutien. Ce niveau est le même pour tous les produits. Le plancher de 80 p. 100 ne s'applique qu'au maïs, au soja et au blé. Nous veillerons à ce que le RARB ne perturbe pas les programmes de production des agriculteurs.

M. McGuire (Egmont): Je me demandais, monsieur le président, si la suspension du Programme de subventions au transport du grain et de la farine de l'Est avait eu un effet quelconque sur les ventes de céréales ontariennes dans les Maritimes.

M. Dmetriuc: Mais bien évidemment! Il s'agissait d'une subvention au transport pour le maintien de laquelle nous avons lutté. En tant qu'office de commercialisation, nous n'étions pas parmi les principaux bénéficiaires de cette subvention. Nos produits à valeur ajoutée bénéficiaient également du programme en question, de même que les céréales fourragères. Donc, cela avait une incidence.

M. McGuire: Jusqu'à quel point? Avez-vous pu évaluer cette retombée?